



N° 126/2023

FOLIO 279

Trèbes.

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DES VÉHICULES

AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la route et notamment l'article R.225 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) ;

VU la loi n°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment ses articles 25 et 27 ;

VU la demande formulée le 19 juillet 2023 par M COURTIOL, domicilié 2 bis avenue du Général de Gaulle -11800 TRÈBES, en vue de faire livrer des menuiseries à son domicile, 2 bis avenue du Général de Gaulle - 11800 TRÈBES ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'autoriser et de veiller au bon déroulement de cette livraison afin d'assurer la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, afin d'assurer la sécurité publique, de réglementer momentanément le stationnement et la circulation des véhicules, au niveau de l'habitation située au n°2 bis avenue du Général de Gaulle ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le vendredi 21 juillet 2023, de 09h00 à 11h00, M COURTIOL fera livrer des menuiseries, avenue du Général de Gaulle - 11800 TRÈBES.

ARTICLE 2 : Pendant la durée de la livraison, le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier.

ARTICLE 3 : Pendant la durée de la livraison, la circulation sera alternée par piquet K10 avenue du Général de Gaulle.

ARTICLE 4 : Nonobstant la date fixée à l'article 1, ces dispositions d'exploitation du stationnement cesseront à la fin effective de la livraison, concrétisée par la levée de la signalisation.

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place par l'entreprise, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin de la livraison, sous contrôle de la police municipale.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur et il sera procédé à une mise en fourrière des véhicules en infraction par la police municipale.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de TRÈBES, la police municipale et M COURTIOL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, le 20 juillet 2023

Éric MÉNASSI
Maire de TRÈBES



Publié le : 20 juillet 2023